



Transmettre l'histoire de nos luttes

Entretien avec Saïd Bouamama

PROPOS RECUEILLIS PAR **Samira Ouardi**, **Patrick Simon**

DANS **MOUVEMENTS** 2015/3 n° 83 , PAGES 153 À 165

ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 1291-6412

ISBN 9782707186768

DOI 10.3917/mouv.083.0153

Date de mise en ligne : 24/09/2015

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-mouvements-2015-3-page-153?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

ITINÉRAIRE



SAÏD BOUAMAMA

Transmettre l'histoire de nos luttes

Entretien avec Saïd Bouamama

**PROPOS RECUEILLIS
PAR SAMIRA
OUARDI ET
PATRICK SIMON***

Originaire des faubourgs ouvriers de Roubaix, Saïd Bouamama, n'a eu de cesse de mettre le savoir au service des luttes. Venu au militantisme par le savoir, ce chercheur, formateur et militant, a développé une sociologie des dominations qui a systématiquement nourri ses engagements politiques. Il nous raconte ici l'intrication intime qui a fait de ses objets de recherche (l'immigration et son histoire, les discriminations raciales et sexistes) ses fronts de lutte : de ses premières rencontres politiques qui furent avant tout des rencontres intellectuelles, à sa participation, dès les années 1970 à différentes luttes syndicales et politiques (marche de l'égalité...) en passant par son engagement de plusieurs décennies pour un « mouvement autonome de l'immigration ». Il dresse, dans cet entretien, le bilan de ces trente années de militantisme intellectuel et de terrain pour mieux esquisser les contours d'une stratégie politique de gauche pour les années à venir.

Mouvements (M.) : *Pour commencer, pouvez-vous nous dire comment s'est passée votre rencontre avec le militantisme ?*

Saïd Bouamama (S. B.) : Ma première rencontre avec le militantisme s'est faite à Roubaix, une ville très ouvrière avec des structures militantes communistes très présentes. Mais, déjà à la fin des années 1970, les structures militantes commençaient à être en déconnexion avec les quartiers populaires dans lesquels j'habitais. Arrive à ce moment-là la fin du frémissement de mai 1968 avec les Maoïstes qui débarquent sur les quartiers. Ils sont dans des formes d'intervention qui nous bousculent : voilà des gens qui ne sont pas d'ici, qui arrivent et qui passent beaucoup de temps dans le quartier. C'était vraiment des missionnaires ; du matin au soir avec nous. Ils nous interpellaient sur nos histoires. On était effarés de voir des Français mieux connaître la guerre d'Algérie que nous. Et ça, pour des gamins en colère – parce qu'il y avait déjà une vraie galère

* Tous deux membres du comité de rédaction de la revue *Mouvements*.

dans les quartiers populaires – ça percute vraiment. C'est ce qui fait qu'à Roubaix, il va y avoir beaucoup de jeunes arabes chez les Maos. Ça les a eux-mêmes surpris d'ailleurs. Ils nous ont aussi approchés à partir de la question palestinienne, qui était déjà une question qui nous travaillait. Quand j'ai adhéré à 16 ans dans un groupe maoïste, nous étions quasiment une centaine à adhérer en même temps en à peine quinze jours ou trois semaines.

Très vite, ils nous ont beaucoup apporté, avant tout en nous contraignant à lire. Je me souviens d'un vieux Monsieur à barbe blanche et cheveux blancs, qui portait plein d'insignes maos, me donnant à lire Marx et Engels. J'ai 16 ans, je rentre à la maison, et j'essaie de lire... et je ne comprends rien. Je le revois, je lui dis que je ne comprends rien. Il me répond : « Voilà pourquoi on est exploités ». Alors, je relis jusqu'à ce que je comprenne. Grâce à eux, on s'est retrouvés avec une soif de comprendre et une soif de lecture importantes.

M. : *Comment se passe l'école pour vous à ce moment-là ?*

S. B. : À l'école, je suis tout juste moyen. Repéré pour des questions d'indiscipline, ce qui est le cas de 90 % des jeunes garçons des quartiers populaires. Pour moi, ce n'est pas l'apprentissage qui pose problème en tant que tel, c'est le « pourquoi » je dois apprendre. On essaie de m'orienter en section professionnelle, et c'est la rencontre des Maos qui m'amène à aller au lycée général. En fait, je me dis que je veux leur ressembler, je veux pouvoir parler comme eux, je veux pouvoir lire comme eux, je veux pouvoir parler des pauvres comme eux. À l'époque, la question de l'immigration n'était pas déterminante dans ma tête. Avant tout, on parlait des pauvres. Parce que dans les quartiers, il y avait encore beaucoup de Blancs de milieu populaire. Mais, cela dit, c'était les débuts de la descente aux enfers des quartiers populaires. En trois ou quatre années, on a vu arriver le chômage, la crise, la toxicomanie...

Après la rencontre des Maos, j'étais capable dans mes copies, de citer Marx, Hegel, Zola. Je me souviens de ma prof de français qui m'a dit : « Mais qu'est-ce qui s'est passé cet été Saïd ? Tu n'es plus le même que l'année dernière ? ». C'est pour ça que quand je plaide pour l'éducation populaire aujourd'hui ; ce n'est pas du bluff, les effets sont réels.

M. : *Cela a-t-il changé votre rapport à votre famille ?*

S. B. : Ça a radicalement changé mon rapport à la famille : on avait un rapport aux parents qui était un rapport de respect, mais dans nos têtes, ils étaient dépassés. Les Maos nous ont amenés à prendre conscience de l'importance de l'histoire. On ne connaissait pas l'histoire de nos parents. Nous avons alors découvert qu'eux aussi s'étaient battus. Je me souviens de ce vieux Monsieur qui avait dû être un soutien à l'indépendance de l'Algérie, parce qu'il parlait beaucoup de ça, et il nous disait : « Mais tu sais qu'ils avaient des réunions de cellule, tu sais qu'ils ne savaient pas lire, mais ils distribuaient des tracts ». Cela a transformé notre rapport avec nos parents ; c'est devenu aussi un rapport d'apprentissage politique : on

s'est mis à leur demander des choses. Moi, c'est à cette époque-là que j'ai demandé à mes parents pourquoi ils ne nous avaient pas parlé de la guerre d'Algérie. Mon père m'a alors raconté son militantisme. Après j'ai eu un lien plus fort avec lui. Mon père est arrivé en 1956, exfiltré par le FLN. En fait, quand on était militant du FLN, on était plus en sécurité en France qu'en Algérie. C'est le FLN qui lui a demandé de venir ici pour faire le travail au sein de l'immigration. Ma mère est arrivée deux ans après.

Il a fallu qu'on pose des questions pour que mon père parle de la guerre. Je n'ai jamais eu d'explication sur les raisons pour lesquelles il n'en parlait pas. J'ai abordé cette question plus tard, en tant que sociologue, en menant une trentaine d'entretiens auprès de parents d'enfants issus de l'immigration algérienne qui m'ont expliqué qu'ils n'avaient pas envie que leurs enfants partent défavorisés dans la vie, parce qu'ils auraient une haine contre la société française. C'est par amour pour leurs gamins qu'ils se sont tus. Pour qu'ils ne soient pas encombrés de cette histoire. Beaucoup d'entre eux ont dit ensuite, qu'avec du recul, ils considéreraient avoir eu tort de se taire et qu'ils auraient dû raconter. Ils avaient voulu passer à autre chose, mais ça n'a pas marché, parce que du côté français, on est également hanté par la guerre d'Algérie et l'histoire coloniale.

Bref, tout ça m'amène à la volonté de faire des études, parce que j'étais parti sur une trajectoire définie le plus tôt possible en fait, comme la plupart de mes camarades qui se sont arrêtés en cours de route. Ces rencontres, c'est aussi je pense ce qui m'a protégé de la toxicomanie, parce que quand je regarde autour de moi, à cette période-là, quasiment toutes les familles ont eu des gens touchés par l'héroïne. Même les camarades qui avaient des meilleures notes scolaires que moi. C'est une période oubliée d'ailleurs, qui a fait l'objet de peu de travaux. Mais il y a eu dix années d'épidémie de toxicomanie dans les quartiers populaires. Toute une génération est morte emportée par la drogue.

M. : *Donc, concevez-vous vos études, à ce moment-là, comme un prolongement de votre conscience politique ?*

S. B. : Oui, en me disant que toutes les matières ne se valent pas, il y a des matières utiles et des matières inutiles. Donc, je fais de l'économie, parce que si Marx a pu expliquer l'exploitation, et bien, si je veux comprendre aujourd'hui, je dois faire de l'économie. Dans ma tête, il n'y avait pas de doute, et je n'ai eu aucune hésitation. Je suis venu à la sociologie plus tard. Après la Marche pour l'égalité.

M. : *Comment s'est terminée cette expérience maoïste ?*

S. B. : L'aspect positif de la rencontre avec les Maos c'est qu'on a rencontré des personnages qui prenaient du temps avec nous et qui nous engageaient à lire. L'aspect négatif, c'est qu'on s'est très vite aperçus qu'il y avait vraiment un clivage de classes entre eux et nous. J'ai deux souvenirs marquants de ce clivage. Lors d'une réunion de cellule chez un prof de fac, on arrive et il n'avait pas fini de manger. Il nous demande d'attendre dans un salon. On a été très étonnés et mal à l'aise. Chez nous,

il n'y avait pas de salon et s'il était venu à la maison, jamais nous ne lui aurions demandé d'attendre. On lui aurait dit : « Installe-toi à la table ». Et nous... on a attendu. Ceci dit, c'était notre chef, quelqu'un de bien. Un autre souvenir : à la fin d'une autre réunion, tous ceux qui n'étaient pas du quartier sont allés au restaurant. Impossible pour nous qui n'avions pas un centime. Alors on a dit qu'on devait rentrer. Ce genre d'anecdote matérialisait clairement le fait que nous n'étions pas tout à fait du même monde. Plus tard, je me suis aperçu que dans l'immigration, plein de jeunes militants ont rencontré ça.

Du coup, on a commencé à regarder de plus près les thématiques qu'ils acceptaient ou refusaient de discuter. J'en parle aujourd'hui avec beaucoup de recul, mais c'était beaucoup plus flou à l'époque. Cela dit, fondamentalement, c'est en nous apercevant qu'il y avait des bonnes causes et des causes moins nobles que nous avons été amenés à partir.

M. : *Cela a duré combien de temps ?*

S. B. : Un an et demi. Mais j'ai tiré une grosse leçon de cette expérience : pour comprendre le monde, il fallait faire de l'économie. C'est pour ça que j'ai fait éco à la fac au début de mes études.

M. : *Comment rencontrez-vous ensuite la mobilisation autour des marches pour l'égalité ?*

S. B. : La marche [pour l'égalité de 1983] arrive après qu'on ait quitté les Maos. Nous avons fondé une association qui s'appelait « les jeunes citoyens roubaisiens ». Parce qu'on ne pouvait plus imaginer ne pas être militant après avoir vécu cette période chez les Maos. J'ai récupéré la vieille maison de mes parents, une maison ouvrière ; dans les courées les patrons du textile vendaient, pour très peu et à crédit, les maisons. Mais mes parents ont dû déménager parce que c'était complètement insalubre. Ils sont partis en HLM, mais ils avaient gardé la propriété de la maison, qui est devenue le lieu dans lequel on se réunissait, où on donnait des cours. C'était devenu un fief d'agitation à Roubaix.

On avait mis en place une activité théâtre, et toutes les pièces parlaient du fait d'être jeune issu de l'immigration dans les quartiers populaires et de la colonisation. On a aussi participé aux mobilisations contre la rénovation urbaine qui se développait à l'époque, pour empêcher les expulsions de ceux qui ne voulaient pas partir. C'est l'époque des relogements dans les HLM. Ça a commencé d'abord par les personnes non issues de l'immigration. Très vite, dans le quartier, on s'est retrouvés avec une forte concentration d'enfants d'immigrés. Du coup, l'association essentiellement réunissait surtout des jeunes issus de l'immigration algérienne. Mais on n'avait pas avancé cette dimension dans le nom de l'association. Ça, c'est la maladie des Maos : on était clandestins.

M. : *Le choix du nom de l'association « les citoyens roubaisiens » est typique de la fin des années 1970. Le langage de la citoyenneté est très présent à ce moment-là dans les mouvements. Cette attente de*

citoyenneté était aussi portée par la marche qui parlait d'égalité et de citoyenneté. Est-ce que rétrospectivement, vous vous dites que ce langage de la citoyenneté, que vous allez abandonner, était une façon de s'inscrire dans les revendications d'intégration du modèle français ?

S. B. : Oui et non, ou plus exactement oui mais avec une contradiction dans notre analyse et notre perception des questions politiques liées à l'immigration et surtout de celles liées à notre avenir, celui des enfants de cette immigration. Oui, parce que le concept de citoyenneté nous faisait vibrer. Il avait pour nous le sens d'une entrée égalitaire dans la cité. Nous avions produit une brochure à l'époque (« la brochure bleue ») qui s'intitulait « De l'immigration à la nouvelle citoyenneté ». C'était en 1984, 1985 et le simple fait que nous nous soyons mis à lire, à débattre et à écrire sur ce sujet est significatif. Nous étions à la fois non satisfaits du discours sur l'intégration et en même temps nous n'avions pas d'analyses alternatives. L'adjectif « nouvelle » signifiait déjà une prise de distance critique avec l'idée d'une simple intégration. Une année plus tard nous nous remettons au travail sur une seconde brochure intitulée « Assimilation, intégration ou citoyenneté » – qui aura aussi une audience nationale dans les débats des associations issues de l'immigration. Cette brochure pose une rupture nette avec les approches assimilationniste et intégrationniste, elle pose une définition politique de la nation qui se réfère à 1793 et critique les approches culturalistes de la nation. Pour nous le terme « citoyenneté » représente alors encore une rupture avec l'intégration. Ce n'est qu'après que ce terme (jusqu'alors venant de nous) ait été réutilisé massivement dans les médias et le discours politique du Parti socialiste que nous l'avons abandonné. Il changeait en effet de sens en avançant une injonction à la conformité ne remettant pas en cause les mécanismes inégalitaires. Le citoyenisme était né avec son illusion d'une entrée dans le système inégalitaire sans le transformer d'une part et le maintien du lien entre nationalité et citoyenneté qui empêchait de penser les droits politiques des résidents étrangers. On peut résumer en disant que depuis le début de notre engagement il y a refus de l'approche intégrationniste (avec bien sûr des niveaux de conscientisation et de théorisation différents selon les périodes), que cette rupture avec l'intégrationnisme nous l'avons traduite d'abord dans l'expression « nouvelle citoyenneté » et ensuite en rompant avec le terme de citoyenneté lui-même.

M. : *Comment rencontrez-vous la mobilisation autour des marches pour l'égalité ?*

S. B. : Quand nous avons eu connaissance de la marche, nous avons fait venir le groupe organisateur dans le Nord et très vite une dynamique se forme. On organise le trajet Lille/Paris, avec toutes les étapes, etc. Donc, c'est comme ça que nous devenons des acteurs de la marche. Lors de la marche, nous avons eu « un bémol » sur la place occupée par Delorme. On se demandait : c'est quoi ce curé ? En raison de nos expériences précédentes, nous avons développé un rapport méfiant. En fait, on revivait la même chose que ce qu'on avait connu avec les Maos : il y en a d'autres

qui parlent à notre place, et on n'est pas sûrs qu'ils aient vécu notre vie, on n'est pas sûr qu'ils puissent réellement parler de ce qui est vraiment notre priorité.

Participer à la marche nous a transformés. Cela a été une formidable occasion de rencontres avec des militants de plusieurs générations. Des rencontres avec des anciens militants, trop vieux maintenant pour militer ou ne voulant plus militer, ou fatigués, ou écœurés, etc., mais qui se sont déplacés pour la marche, dans les débats. Nous qui pensions créer l'histoire, nous qui pensions être confrontés à des problèmes que personne n'avait eus, nous avons entendu des anciens militants raconter qu'ils s'étaient posé les mêmes questions sur l'autonomie pendant la guerre d'Algérie. Certains disaient qu'il fallait s'organiser avec les camarades français qui sont d'accord pour l'indépendance, et d'autres qu'il faut surtout s'organiser tout seul, parce qu'on ne peut pas faire confiance, ils ne vivent pas la même chose que nous. On a rencontré des militants de l'extrême gauche qui fréquentaient la cause du peuple, des gens du MTA qui nous ont dit : « Vous inventez quoi ? Nous aussi, on s'est aussi posé la question de l'autonomie, et nous aussi, on s'appelait travailleurs arabes ». La transmission de la mémoire militante de l'un à l'autre, non pas pour la reproduire, mais au moins pour la connaître, on la découvrait par hasard. Et aujourd'hui, je suis en train de revivre cela.

La création du Front uni des immigrations et des quartiers populaires part sur une autre base, mais garde l'idée d'un ancrage local. On commence à avoir une dynamique qui part du bas. Il y a des collectifs qui se créent avec des jeunes de 20 ans. Ils viennent au militantisme, mais ils ne connaissent rien de ce qui s'est passé avant. On a monté une école d'éducation populaire à l'intérieur du Front uni, parce que ça nous semblait essentiel de transmettre les outils pour la lutte. Au rythme d'une fois par mois, on aborde un thème, soit un thème de transmission, soit un thème politique d'aujourd'hui. À l'école de Lille que j'anime, il y a soixante personnes par mois. Je vois certains d'entre eux qui sont entrés à la fac, Je vois des gens qui n'osaient pas parler, qui maintenant prennent la parole en public.

Le choix du nom « Front uni des immigrations et des quartiers populaires » est stratégique, même si c'est un nom imprononçable, c'est pour ça qu'on l'a choisi. On voulait à tout prix qu'il y ait l'articulation à l'intérieur entre l'immigration et populaire, donc on a écrit le mot « immigration ». On voulait que le mot « uni » soit aussi présent, nous ne sommes pas un parti, ni une secte. On peut avoir des opinions un peu différentes les uns des autres, mais nous sommes unis sur un minimum de choses. Et on voulait mentionner « quartiers populaires », puisqu'on fait le lien avec les ouvriers blancs. Ce qu'on veut, c'est qu'eux, changent leurs idées. Nous voulons à tout prix tenir cette tension. On a fait le choix de se construire par en bas, peu importe si ça prend dix ans. Ça prend la forme de collectifs complètement autonomes, qui sont unis par un programme de revendications. On a emprunté la forme au Black Panther pour la symbolique : il s'appelle le programme en dix points. Nous appelons les gens

à se structurer, à se battre sur leur réalité simplement avec un accord pour se retrouver régulièrement sur les enjeux nationaux. Donc, c'est très lent.

Ce n'est pas pour rien non plus que dans le programme du Front uni, il y a la classe, la race et le sexe, parce que nous visons une vraie compréhension de l'articulation des dominations. Mes positions sur la question du genre ont été façonnées par la rencontre avec Christine Delphy, qui a été intellectuellement percutante. Elle dit que je l'ai amenée à se contraindre à une cohérence jusqu'au bout sur la question de la race. Et moi, je dis exactement la même chose sur la question du genre : au fur et à mesure qu'on se parlait, on se rejoignait sur la question des formes de discrimination, du paternalisme et du maternalisme, sur les apories de la pensée des Lumières, etc. Nous avons un rendez-vous de deux heures ensemble, au bout de quatorze heures, nous étions encore en train de débattre. Il y avait là quelque chose d'un peu magique quand, ayant travaillé sur deux dominations qui se pensaient de manière distincte, nous avons parcouru les mêmes thématiques en arrivant aux mêmes conclusions.

Le Front uni n'est pas une organisation de l'immigration, mais elle a en son centre l'immigration, c'est-à-dire qu'il y a des Blancs dedans, mais qui acceptent que l'immigration soit une question stratégique pour la société française. Ce n'est pas une question de second plan. Un Blanc qui veut être au Front uni partage l'idée qu'il n'y aura pas de changement dans cette société tant que l'immigration au sens large n'est pas mise au premier plan de l'analyse. C'est un révélateur des dysfonctionnements de la société.

M. : *Vous êtes personnellement aussi impliqué dans la lutte pour les sans-papiers à la CGT. Est-ce que vous trouvez dans la CGT un relais autour de vos idées ?*

S. B. : Non ! En fait, mon militantisme à la CGT est venu d'un constat qui est que s'il y a un endroit où l'immigration salariée ouvrière est présente, c'est à la CGT, mais comme membre de base et aussi comme délégué au premier échelon. Cette position subalterne des immigrés dans l'organisation est particulièrement frappante dans le Nord. Comme il y a une très grosse immigration maghrébine, il y a des boîtes où il n'y a quasiment que des Arabes. J'avais évalué il y a dix ans que sur plus de 50 % de délégués syndicaux, ils élisaient un petit Mohamed. Mais après, ces délégués syndicaux arabes n'étaient pas représentés dans les instances qui étaient déconnectées du réel. Je n'ai pas réussi à changer grand-chose en y participant, mais ça a permis de rendre possible certains débats. Le débat sur la discrimination, avant, on ne pourrait même pas en parler. Maintenant, ils ne font rien là-dessus à la CGT, mais au moins on peut en parler.

M. : *C'est un constat de dissociation : il n'y a pas d'alliance possible autre que ponctuelle avec les grandes organisations politiques actuelles ?*

S. B. : Je reste persuadé qu'il n'y a aucune transformation dans cette société possible s'il n'y a pas d'alliance, et c'est une des choses qui me

différencie des Indigènes de la République en termes d'analyse et de stratégie. Je ne pense pas que l'immigration seule va pouvoir créer le rapport de force qui changera les choses. Mais la question qui est posée, ce n'est pas seulement qu'il faut des alliances, c'est avec qui ? Les critiques que je fais aux forces organisées de gauche, syndicats et partis politiques quand j'estime qu'ils sont inconséquents, c'est pour les faire bouger, pas pour les rejeter.

Le problème de la gauche est qu'elle est imbibée par la pensée des Lumières, qui pour moi est devenue une pensée réactionnaire. Elle était progressiste à son époque, elle est réactionnaire aujourd'hui. Je pense que le disque dur, l'imaginaire de gauche a intériorisé l'idée qu'il y avait des civilisations supérieures et inférieures, des peuples inférieurs et supérieurs, et que de manière quasiment inconsciente ressurgit systématiquement l'idée qu'on va les civiliser. C'est ça qui explique qu'il n'y a pas eu de résistance anticoloniale conséquente en France. Il y a eu des gens courageux extrêmement minoritaires. C'est tout à l'honneur de cette petite minorité qui a résisté au champ colonial dominant. Pour la grande majorité, le colonialisme apparaissait comme logique, et y compris de manière progressiste. On allait apporter vraiment quelque chose. Et je pense que ceux qui raisonnent sur le foulard aujourd'hui sont dans cette logique-là.

M. : *Vous avez cette affirmation forte que la refondation de la gauche va se faire autour des questions d'immigration, et par les descendants des immigrés. On n'a pas du tout cette impression-là aujourd'hui.*

S. B. : Non, parce qu'on est au cœur de la rupture qu'il faut faire. C'est pour ça que je suis optimiste : les débats sont posés, alors qu'avant ils ne l'étaient pas. C'est pour ça que j'ai signé l'appel des Indigènes de la République. L'appel des Indigènes posait un débat sur la colonisation, alors que la gauche considérait que c'était fini depuis 1962. La question du foulard, le débat est posé. Les points de clivage sont toujours ceux qui étaient occultés par cette idée qu'ils vont s'intégrer, c'est-à-dire qu'ils vont se civiliser. Je pense que tant qu'il n'y a pas de rupture avec cette pensée d'intégration dans la nation absolutisée, il n'y a pas de place pour la gauche.

M. : *On assiste à une sorte de substitution de l'identité arabe ou d'origine X ou Y par l'identité musulmane qui est pan ethnique associe également des Subsahariens, des Turcs, etc., et des Français convertis. La solidification de l'identité musulmane favorisée d'ailleurs par le débat public et par la façon dont les « Musulmans » sont renvoyés à cette identité confessionnelle va modifier un peu les termes de la modélisation que vous vous êtes construite.*

S. B. : Un des effets des mécanismes de domination sur l'immigration, tel qu'ils sont construits avec l'intégrationnisme, cette optique civilisationnelle, c'est l'exigence d'invisibilité. Abdelmalek Sayad a très bien résumé ça. Il faut revenir aux trois caractéristiques avancées par Sayad pour décrire la seule voie offerte aux immigrés pour s'intégrer : apolitisme, politesse et invisibilité. Sayad dit que l'État capitaliste français

– c'est un des rares moments où il emploie le terme capitaliste – formule l'injonction à ces paramètres. Le comportement des jeunes des quartiers populaires aujourd'hui est à l'inverse de ces injonctions. Et le foulard les contredit toutes en même temps. Il y a une sortie du modèle d'intégration, consciente ou non, peu importe, en tout cas, il y a une signification politique à ces transgressions. Il faut arrêter de nous demander d'être des clones pour pouvoir vivre dans ce pays. Nous voulons sortir de l'invisibilité. Et cela peut aussi passer par l'affirmation identitaire religieuse. Les identités sont interactionnelles. Elles dépendent aussi de comment les minoritaires sont parlés et mis en scène par les autres. C'est-à-dire que si tu es présenté systématiquement comme étant non intégré, alors tu te définis d'abord comme Musulman ou comme une minorité ethnique.

Je pense que si les associations religieuses prennent la place qu'elles occupent aujourd'hui, c'est lié au fait que les autres associations, partis ou organisations n'ont pas été au clair sur le droit d'exister en tant que Musulman ou Arabe tout en étant Français. J'essaie de rester très matérialiste. Quelles sont leurs revendications ? Quand je vois que le 8 mars 2006, dans une réunion, des associations qui se disent féministes musulmanes, mettent en avant le droit à l'avortement, je serais un idiot de ne pas m'allier avec elles. Et les associations féministes qui ont refusé de travailler avec elles ont eu tort. Je n'ai pas d'alliance structurelle avec les associations musulmanes, j'ai des alliances ponctuelles en fonction des revendications. Sur l'islamophobie, je ne vois pas pourquoi je ne m'allierais pas avec elle. Le pire serait de les rejeter quand elles prennent des positions justes. En fait, quand on signait un tract avec la LCR à l'époque, on n'était pas entièrement d'accord avec tout, mais sur ce thème-là, il y avait accord. Donc, je ne vois pas pourquoi on n'aurait pas la même démarche avec ces associations-là.

Après, je le dis avec beaucoup de modestie et d'humilité, je ne connais pas beaucoup ce qui se fait dans les associations musulmanes. J'ai vu des jeunes me dire : « je dors mieux depuis que je vais à la mosquée, parce ça m'apporte de la sérénité par rapport à la violence vécue dans la société ». Ces associations font aussi de l'éducation populaire, mais elle porte sur deux ou trois thèmes qui ne peuvent pas régler le mal-être global existentiel qui existe dans les quartiers populaires. Les rapports entre l'identité musulmane et les organisations musulmanes sont pleins de contradictions. Nous voyons arriver au Front uni des femmes et des jeunes filles engagées dans l'islam qui adhèrent chez nous. On a un débat serein avec elles : Ici, c'est une association laïque, pourquoi vous nous avez choisies ? Elles nous disent, en tant que femmes, on est mieux ici. C'est extrêmement intéressant, c'est-à-dire qu'elles ne disent pas qu'elles ne vont pas dans les associations musulmanes. Elles y vont pour la prière, elles y vont pour des choses précises, mais pour la dimension revendicative elles viennent nous voir. Elles ne trouvent pas là-bas des éléments liés à leurs colères. Je pense qu'un équilibre est en train de se chercher. Je pense que les associations musulmanes ont une fonction, mais qu'elles ne rempliront pas toute la sphère de la révolte des quartiers populaires.

M. : *Après les marches pour l'égalité, SOS racisme avait encadré ce qui s'est exprimé à ce moment-là sous une forme réutilisable par l'appareil politique tout en dépossédant le mouvement de l'initiative et de ses objectifs. En 2005, il y a également eu une réaction politique, mais qui n'est pas allée jusqu'à la formation de nouvelles organisations pour canaliser ce qui s'est exprimé dans les révoltes. On n'observe pas non plus l'émergence d'expression politique autonome, du moins pas dans un ancrage local qui se démultiplie au niveau national. Est-ce que c'est parce que les acteurs de ces révoltes ont été dans un moment d'effervescence, puis sont retournés après à leurs activités habituelles sans passage au politique ? Est-ce que c'est parce que le système politique français, le modèle d'intégration est suffisamment fort pour contraindre les militants de l'immigration à fonctionner à l'intérieur du système, et de ne pas le transgresser en étant autonome. Ou est-ce que c'est parce qu'il y a anomie complète des milieux populaires qui fait qu'il n'y a rien à attendre de ce côté-là ?*

S. B. : SOS racisme arrive après la dernière tentative de penser les choses dans un cadre non autonome en termes d'origines. Convergence 84 : la symbolique c'est des cortèges de plusieurs origines qui se croisent à Paris. Le débat sur l'autonomie était déjà posé, mais on ne savait pas quelle autonomie il fallait rechercher : autonomie de classe, autonomie d'origine ? Moi, j'ai toujours défendu comme point de vue que l'autonomie est une autonomie qui devait être en tension, ça devait être l'autonomie des quartiers populaires, donc pas seulement issus de l'immigration. Mais qu'elle devait comporter une dimension incontournable sur l'immigration. Le pire est d'oublier que l'essentiel des enfants de l'immigration est du milieu populaire et de classe populaire. Et je pense qu'à l'inverse, ceux qui oublient l'immigration et qui ne parlent que de la classe sociale se plantent.

Maintenant, j'ai réussi à mettre des mots là-dessus, mais à l'époque, on ne savait pas. D'ailleurs, on disait qu'on était des prolos Arabes de banlieue, c'est comme ça qu'on se définissait. Et chaque mot était important pour nous.

Le message de 2005 est différent de celui des marches et beaucoup moins programmatique, c'est que ça ne peut plus durer, sinon ça va se payer très cher. Et ça se paie très cher au niveau des trajectoires individuelles. Ce sont les coûts invisibles des discriminations qui m'intéressent, tous les dommages que l'on n'évalue pas, les hôpitaux psychiatriques où on ne dénombre pas les gamins de milieu populaire en général et issus d'immigration en particulier qui sont internés, c'est les prisons qui deviennent noires et arabes, etc. Le bilan n'est pas seulement catastrophique en termes d'explosion sociale, il l'est surtout humainement dans les milieux populaires. 2005 est le moment où il faut un canal d'expression et d'organisation pour que ce que vivent les Arabes et les Noirs, dans les milieux populaires, puissent être rendus visibles dans la société française. Ce canal aurait dû se construire avec une gauche et une extrême gauche qui n'ont rien compris, mais il faudra quand même essayer maintenant de le faire avec elles.

J'ai quitté le Mouvement des Indigènes quand il est devenu un parti pour deux raisons. D'abord, parce que je ne pense pas que la forme parti soit une forme adéquate, parce que je pense que ce sont les organisations et partis qui regroupent Français et immigrés qui vont changer la société française. Mais pour ça, il faut que les partis et organisations changent. Et deuxièmement, sur la question de créer le rapport de force uniquement sur la question de la race. Je ne le pense pas. Il va falloir que les ouvriers français comprennent que c'est de leur intérêt de lutter contre la discrimination. À court terme, ils perdent des privilèges, à long terme c'est leur intérêt. Il nous faut donc construire des mobilisations autour de thématiques transversales où la race et les discriminations sont articulées à d'autres dominations.

Je pense aussi qu'il faut interroger quelle classe sociale détermine de manière majoritaire les structures associatives des militants. Et pour moi, c'est la petite bourgeoisie, et quand je dis ça, ce n'est pas péjoratif. La petite bourgeoisie issue de l'immigration était déjà peu en lien avec les quartiers populaires, et de manière consciente ou non, elle a été mal à l'aise avec la forme de révolte qui s'est exprimée en 2005. Du coup, il n'y a même pas eu de tentative de structuration. Et la question qui nous est posée, c'est comment faire émerger une forme d'organisation qui soit vraiment ancrée dans les quartiers populaires. On constate qu'il y a historiquement deux types de révoltes : les révoltes populaires et les révoltes de la petite bourgeoisie. La petite bourgeoisie, c'est pour accéder à une place, et le milieu populaire, c'est pour arrêter un système de domination. Je n'ai rien contre les petits bourgeois, parce que j'en suis un : ils ont leur place dans une structuration politique, mais il faut éviter qu'ils se retrouvent entre eux et donc faire alliance avec les milieux populaires. Pour cela, l'éducation populaire joue un rôle primordial pour que des jeunes qui n'ont pas eu accès à l'université puissent devenir des cadres et leaders des mouvements d'émancipation. Sinon, on se retrouve avec des organisations qui sont entre elles et qui voient de loin arriver les milieux populaires révoltés, dans des formes de révolte qu'on n'aime pas, parce qu'ils cassent et n'ont pas un discours construit qu'on voudrait développer.

M. : Sauf que quand vous êtes issu de l'immigration et que vous devenez petit bourgeois, c'est que vous avez répondu aux trois règles d'invisibilité, d'apolitisme et de politesse. Vous avez coupé avec les milieux populaires et en particulier vous avez accompli une rupture avec les revendications à l'autonomie des milieux de l'immigration. Les classes moyennes intellectuelles arabes se rapprochent plus des élites françaises qu'elles ne retournent dans les quartiers.

S. B. : Oui, ça, c'est sûr. Là où je suis quand même optimiste, bien que ça puisse prendre beaucoup de temps, mais sur le très long terme, les quartiers populaires comprennent de plus en plus de gens qui n'ont rien à voir avec l'immigration, mais qui sont déçus de leur blancheur. On voit arriver au Front uni des jeunes de 20 ans qui sont blancs, mais qui ont toujours grandi avec Mohamed, ils ont été amoureux de Fatima. Et ils

habitent les mêmes quartiers. Les contrôles de police ils connaissent. En fait, ils sont regardés comme non blancs. C'est-à-dire qu'ils ont tendance à être vraiment déçus. Donc, c'est vrai qu'on aurait tort de réfléchir en pureté conceptuelle, il n'y a pas que l'identité ethnique et l'identité de classe : il y a une racialisation qui dépasse les frontières identitaires.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire des luttes que le rapport de la petite bourgeoisie et des classes populaires est posé. Le leader indépendantiste africain Amilcar Cabral a proposé une grille de lecture qui me semble encore globalement pertinente. En gros, il dit : « Dans une situation à la guinéenne avec le colonialisme portugais obscurantiste tel qu'il était, on se retrouve avec une situation où ceux qui sont à même de diriger un mouvement sont coupés des masses ». Il s'interroge ensuite sur le rôle des petits bourgeois révoltés en soulignant les deux destins sociaux possibles : ou ils sont persuadés représenter les masses populaires et ils ont de grandes chances de défendre leurs intérêts de classe en croyant défendre l'intérêt des classes populaires ; ou au contraire, ils « trahissent » leurs intérêts de petits bourgeois pour se mettre au service de celui des classes populaires. Il ne faut pas, selon moi, aborder la question sous l'angle moral mais sous l'angle de la conscientisation. Ces petits bourgeois ne sont pas des salauds mais des individus qui sont en fait ce que j'appelle les rescapés du système de domination. Donc, ce ne sont pas des gens qui, d'une manière consciente, veulent utiliser les habitants des quartiers pour monter. Non, c'est plus compliqué que ça. Ce sont des trajectoires complexes et contradictoires. Conscientiser cela permet de penser l'apport spécifique de ces militants : mettre à disposition le savoir qu'ils ont pu acquérir de ceux qui ne l'ont pas pu par exemple.

Rien n'est définitivement joué tant que n'ont pas émergé des « intellectuels organiques » formés par le mouvement et issus des classes populaires. Cela est le propre de tous les systèmes de domination qui se reproduisent à l'interne du cadre national. La question de la « race » comme élément de reproduction à l'interne de la domination était déjà en œuvre aux États-Unis pour les descendants d'esclaves. En France, il ne l'était pas. Les damnés de la terre se reproduisaient à l'externe par l'arrivée de nouveaux immigrants constituant la classe ouvrière. Voilà, c'est les nouveaux qui arrivaient, et puis après, ils s'intégraient, ils prenaient une place, puis il y en avait des nouveaux. Aujourd'hui, on a toute une partie de la production qui est à l'interne. Les discriminations racistes systémiques ont en quelque sorte internalisé une partie importante de la reproduction des damnés de la terre. ●